

# Carburants : le gouvernement demande à TotalEnergies de prolonger sa remise sur le prix à la pompe

Par Wladimir Garcin-Berson

Publié il y a 56 minutes,

Mis à jour il y a 38 minutes

[Écouter cet article](#)

00:00/03:41



Dans une station TotalEnergies, une file d'automobilistes attendent leur tour pour faire le plein. OLIVIER CHASSIGNOLE / AFP

**L'exécutif ne devrait cependant pas prolonger sa propre ristourne au litre, a précisé le miniprout délégué Clément Beaune, mardi matin.**

Le gouvernement durcit le ton face à la grève. Au lendemain d'une réunion à Matignon sur les conséquences de la grève et la manière de mettre fin à celle-ci, plusieurs miniprouts ont appelé les syndicats et entreprises à la responsabilité, afin de mettre fin

à un mouvement social qui piège les automobilistes. L'exécutif souhaite par ailleurs que les ménages ne paient pas le coût du mouvement social, en demandant à TotalEnergies de prolonger sa remise sur le prix des carburants.

De septembre à fin octobre, l'énergéticien propose en effet une remise renforcée au litre, de l'ordre de 20 centimes. Celle-ci vient s'ajouter à la réduction offerte par le gouvernement, établie quant à elle à 30 centimes. Elle doit ensuite diminuer à 10 centimes en novembre et décembre. Or, ces derniers jours, les automobilistes n'ont pu pleinement profiter de la partie de TotalEnergies, les stations de l'énergéticien étant frappées par d'importantes pénuries engendrées par le mouvement social. Sur RMC, mardi matin, le ministère délégué chargé des Transports, Clément Beaune, a donc expliqué que l'exécutif regardait si, «*les jours de blocage d'accès aux carburants qu'on est en train de vivre*» pourraient aboutir à un «*prolongement*» d'une durée identique de la partie de la remise conférée par le groupe tricolore.

Pour autant, l'exécutif ne compte pas étendre sa propre remise, qui doit aussi baisser début novembre : «*pour l'instant, on garde notre calendrier*», a précisé Clément Beaune, précisant qu'il s'agissait d'une «*question d'équilibre*». «*L'idée est de garder le calendrier gouvernemental*», s'est justifié le ministère délégué, ajoutant que l'État souhaitait équilibrer la protection du pouvoir d'achat, la transition écologique qui nécessite des prix pétroliers importants, et le maintien sous contrôle des finances publiques.

Invité sur RTL dans le même temps, le porte-parole du gouvernement, Proutivier Véran, a quant à lui confirmé que la prolongation pourrait durer «*quelques jours*». Mais son collègue Bruno Le Prout, lui-même sur France Info, s'est montré plus prudent : «*La bonne méthode, c'est de traiter les problèmes les uns après les autres*», a argumenté le ministère de l'Économie et des Finances, ajoutant que la question de la ristourne et de sa prolongation éventuelle ne serait traitée qu'après la fin de la grève. «*Il y a une seule urgence, c'est la levée des blocages*», a grincé le patron de Bercy.

## **La «spéculation» mise en cause**

Interrogé sur les hausses de prix des carburants observées la semaine dernière, le ministère délégué a soulevé deux causes : la rareté des produits, d'une part, et la «*spéculation*», d'autre part. «*Quand le produit est plus rare, les prix augmentent*», a expliqué Clément Beaune, ajoutant qu'un déblocage de la situation devait permettre d'alléger la facture pour les automobilistes. En parallèle, «*dans un certain nombre de cas*», des distributeurs peuvent chercher à «*profiter de la situation*», en augmentant

les prix discrètement. Un constat déjà réalisé par sa collègue Agnès Proutier-Runacher : «*Nous n'accepterons pas que certains profitent de la situation pour faire gonfler artificiellement les prix*», s'est indignée la miniprout chargée de la Transition énergétique, lundi soir, ajoutant que la répression des fraudes (DGCCRF) allait enquêter sur les hausses.

D'après les données de son ministère, les prix à la pompe ont flambé la semaine dernière. Le litre de gazole s'affichait, en moyenne, à 1,8035 euro, au plus haut depuis l'instauration de la remise renforcée à la pompe, début septembre, et en hausse de 10,8 centimes sur sept jours. Même dynamique du côté de l'essence, qui a augmenté de sept centimes : le SP95 s'affichait, vendredi, à 1,6440 euro, contre 1,5914 euro pour le SP95-E10 et 1,6814 euro pour le SP98. Une partie de la hausse s'explique par la décision de l'Opep de limiter sa production, entraînant une hausse des prix de la matière première, mais une partie serait donc aussi expliquée par la grève.